



**PRÉFET
DES ÎLES WALLIS
ET FUTUNA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE DE SERVICES

ACHETEUR PUBLIC : ÉTAT, ADMINISTRATION SUPÉRIEURE
DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
ET PARTICULIÈRES
C.C.A.P**

NUMERO DE CONSULTATION : 2025-E-AO-25-SEAC

OBJET DE LA CONSULTATION : Entretien des espaces verts
du service de l'Etat de l'Aviation Civile de Wallis et Futuna

PROCEDURE DE PASSATION : APPEL D'OFFRES en vertu des
dispositions des articles L.2124-2, R.2124-1 à R.2124-2,
R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique 2019.
Il suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-14 du
code de la commande publique relatif aux accords-cadres.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DE L’ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 5 – MESURES D’ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	3
ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
6.1 – PIECES PARTICULIERES	4
ARTICLE 7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
ARTICLE 8 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 9 – DUREE ET DELAIS.....	5
ARTICLE 10 – REGIME FINANCIER.....	6
10.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS	6
L’acte d’engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l’entrepreneur titulaire ou à ses sous-traitants, ou, à l’entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.	6
10.2 – CONTENU DES PRIX	6
10.3 VARIATION DES PRIX.....	7
10.4– REGLEMENT DES COMPTES	8
Article 10.5 – Transmission des factures	8
ARTICLE 10.6 – INTERETS MORATOIRES.....	9
ARTICLE 11 – BONS DE COMMANDE.....	9
ARTICLE 12 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – ASSURANCE.....	10
12.1 – RETENUE DE GARANTIE	10
12.2 - AVANCE.....	10
12.3 – ASSURANCE	10
ARTICLE 13 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS – OPERATIONS DE VERIFICATION	10
13.1 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
13.2 – VERIFICATIONS QUALITATIVES ET QUANTITATIVES	10
ARTICLE 14 – MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC EN COURS D’EXECUTION.....	11
ARTICLE 15 – PENALITES	13
15.1 – PENALITES POUR RETARD	13
ARTICLE 16 – NANTISSEMENT ET CESSIION	14
ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 18 – RESILIATION	15
ARTICLE 19 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTE »	16
ARTICLE 20 – TRIBUNAL COMPETENT	16
ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG.....	17
Signature du candidat	17

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, assurant la fonction de pouvoir adjudicateur.

Le service en charge de l'opération est le service de l'Etat de l'Aviation Civile à Wallis et Futuna.

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord cadre à bons de commande a pour objet l'entretien des espaces verts, zones publiques et zones résidentielles, du service d'Etat de l'aviation civile des îles Wallis et Futuna (SEAC WF).

ZP01 et ZP02 : sont des zones publiques situées sur l'aéroport de Hihifo et répertoriées sur les plans : ZP01 aérogare et ZP02 locaux SEAC.

ZR01 : est en zone résidentielle située sur l'aéroport de Hihifo et répertoriées sur le plan : ZR01 lotissement Aviation Civile Hihifo.

ZR02 : est en zone résidentielle située sur la commune d'Afala et répertoriées sur le plan : ZR02 Afala.

ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en vertu des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-1 à R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique. Il suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique relatif aux accords-cadres.

ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre à bons de commande est mono-attributaire. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un montant maximum annuel pour la durée initiale du marché et, pour chaque période de reconduction compris entre :

Minimum annuel	Maximum annuel
0€TTC	167.600€TTC

ARTICLE 5 – MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même, ses co-traitants et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur du respect des obligations prévues par le code du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect des obligations susvisées par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, L.5221-3 et L.5221-11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

6.1 – PIECES PARTICULIERES

1. L'Acte d'engagement (A.E) et ses annexes,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives et Particulières (C.C.A.P) et ses annexes,
3. Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (C.C.T.P) et ses annexes,
4. Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U),
5. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
6. Mémoire technique du candidat,
7. Bon de commande,
8. Les actes spéciaux de sous-traitance.

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité indiqué ci-dessus.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché.

L'exemplaire original du marché, qui fera seul foi, sera conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité de l'offre sera de **120 JOURS** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les **prestations** sont détaillées dans le **Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) joint** au présent dossier de consultation.

ARTICLE 9 – DUREE ET DELAIS

9.1 – DUREE DU MARCHE

Le présent accord-cadre est exécutoire à compter de sa notification par le titulaire.

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an, renouvelable par période successive d'un an, sans que sa durée totale puisse excéder 3 ans.

La décision de reconduction est tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction. Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à l'accord-cadre à l'échéance de chaque période annuelle par l'envoi d'un courrier au plus tard deux mois avant la fin de la période considérée. De ce fait, le titulaire ne pourra s'y opposer ni demander une indemnisation pour rupture de contrat unilatérale.

9.2 – DELAI D'EXECUTION

9.2.1 – Prise d'effet du marché

Par dérogation au CCAG-FCS, le délai d'exécution court à compter de la date de notification du bon de commande par le titulaire sauf si le bon de commande prévoit une date différente de démarrage.

9.2.2 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution sera précisé sur chaque bon de commande.

9.2.3 - Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire signale au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

9.2.4 - Lieu(x) de livraison

Le lieu de livraison sera précisé sur chaque bon de commande.

ARTICLE 10 – REGIME FINANCIER

10.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire ou à ses sous-traitants, ou, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

10.2 – CONTENU DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix unitaire indiqué sur le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont exprimés en francs pacifiques (CFP) sans TVA, sans TGC.
La TVA et TGC ne sont pas applicables dans les îles Wallis et Futuna.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, impôt et taxes.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Les prix portés au BPU de l'entrepreneur s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de toutes les prestations normalement inclus ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des prestations, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces , l'entrepreneur est réputé avoir prévu , lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans ses prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse de leurs prix avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

10.3 VARIATION DES PRIX

Dans le cas où le présent marché est un accord-cadre sur plusieurs années, les prix sont fermes pour la première année et révisables sur les années de reconductions.

Le prix du marché sera **révisé par l'application d'un coefficient C (de révision)** donné par la formule suivante :

$$C_n = 15 \% + 85 \% (I_n/I_o)$$

Dans laquelle :

I_n = dernière valeur de l'indice connue au mois de la révision des prix.

I_o = dernière valeur de l'indice connue au mois de référence (mois d'établissement des prix = mois précédent celui de la remise des offres).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Dans ce cas, l(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa(leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations est :

<i>Index</i>	<i>Libellé</i>
BT17	Entretien d'espaces verts

Publié au Service Territorial des Statistiques et des Etudes Economiques (STSEE - www.statistique.wf)

La révision est effectuée à chaque date anniversaire du présent marché.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le pouvoir adjudicateur doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le pouvoir adjudicateur procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Si l'un des indices servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice ; en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent marché.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice nécessitera une modification de marché.

Clause de sauvegarde. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date du changement de

barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5% par an.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à celle-ci.

10.4– REGLEMENT DES COMPTES

10.4.1 – Présentation des demandes de paiement

Le titulaire présentera une facture à la fin de chaque intervention réalisée sur la base du bon de commande émis. Son montant pourra éventuellement être corrigé par le maître d'ouvrage, notamment en y incluant les pénalités de retard éventuelles.

10.4.2 – Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date d'exécution des services,
- la quantité et la dénomination précise de prestations réalisées,
- le prix unitaire des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- le cas échéant, le numéro du bon de commande

Article 10.5 – Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

ARTICLE 10.6 – INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivant du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les stipulations du CCAG-FCS sont seules applicables.

ARTICLE 11 – BONS DE COMMANDE

L'exécution du marché fera l'objet de bons de commande notifiées au titulaire, au fur et à mesure des besoins, par courrier, courriel ou sur la plateforme, avec indication, au minimum, des éléments suivants :

- le nom du service demandeur,
- la référence du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la nature et la quantité des prestations à exécuter,
- le montant de la commande,
- le lieu de la prestation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Sauf urgence, seuls les bons de commande signés par le chef

service d'Etat de l'Aviation Civile à Wallis et Futuna pourront être honorés par le titulaire.

Aucun minimum de commande par bon de commande ne sera obligatoire.

La durée maximale du dernier bon de commande exécuté dans le cadre du présent marché ne pourra dépasser un délai de 3 mois à compter de la date de fin du marché.

ARTICLE 12 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – ASSURANCE

12.1 – RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie.

12.2 - AVANCE

Il n'est pas prévu d'avance.

12.3 – ASSURANCE

Tout titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cependant, le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les Iles de Wallis et de Futuna, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...), sa solvabilité en cas de sinistre.

ARTICLE 13 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTA- TIONS – OPERATIONS DE VERIFICATION

13.1 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché), être livrées aux points de livraison indiqués dans le présent marché, le cas échéant, sur le bon de commande.

Conformément au CCAG-FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au déchargement du matériel au lieu de livraison.

13.2 – VERIFICATIONS QUALITATIVES ET QUANTITATIVES

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater si elles répondent aux conditions du marché.

Le pouvoir adjudicateur effectue ces vérifications simples au moment de la livraison du matériel et/ou des matériaux.

L'acheteur prononce l'admission des prestations sous réserve des vices cachés si elles répondent aux stipulations du marché. Elle prendra effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission dans un délai de 15 jours à compter de la date de la livraison.

En cas de non-conformité à l'issue des opérations de vérifications quantitatives, l'acheteur pourra décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai prescrit de reprendre l'excédent fourni et/ou de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

En cas de non-conformité à l'issue des opérations de vérifications qualitatives, l'acheteur prendra une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 14 – MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC EN COURS D'EXECUTION

Ces modifications pourront prendre la forme de clauses de réexamen conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique 2019.

1. Clause de réexamen

Les modifications du marché, quel que soit leur montant, sont dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence dès lors que celles-ci ont été prévues dans les documents du contrat initial sous la forme de clauses de réexamen.

Les clauses de réexamen pourront porter sur :

- Les variations du prix du marché.
- Les options, les tranches optionnelles et les reconductions.
- Les prestations complémentaires : il s'agira de marchés complémentaires de fournitures (article R2122-4) et de marchés de travaux ou de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (article R2122-7).
- La durée et les délais d'exécution des marchés ou accords-cadres.
- Les décisions de poursuivre.

2. Modifications justifiées par des prestations supplémentaires

En application des articles R2194-2 à R2194-4 du code de la commande publique 2019, le pouvoir adjudicateur peut inclure dans un marché existant des travaux, services ou fournitures supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant :

- serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et ;

- présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

Dans le cadre d'un marché de fournitures, le pouvoir adjudicateur pourra recourir, dans l'hypothèse où les livraisons complémentaires envisagées impliqueraient une augmentation du marché supérieure à 50% du montant initial, à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence prévue aux articles R2122-1 et R2122-4 du code de la commande publique 2019.

3. Modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues

En application des articles R2194-5 et L3135-5 du code de la commande publique 2019, le pouvoir adjudicateur peut modifier son contrat lorsqu'il est confronté à des circonstances imprévues ou imprévisibles. Ce sont des circonstances extérieures qu'un pouvoir adjudicateur, bien qu'ayant fait preuve d'une diligence raisonnable lors de la préparation du marché initial, n'aurait pu prévoir, compte tenu des moyens à sa disposition, de la nature et des caractéristiques du projet particulier, des bonnes pratiques du secteur et de la nécessité de mettre en adéquation les ressources consacrées à la préparation de l'attribution du marché et la valeur prévisible de celui-ci.

La modification sera limitée à 50 % du montant du marché initial et n'altérera pas la nature globale du contrat.

4. Changement de cocontractant

En application de l'article R2194-6 du code de la commande publique 2019, la substitution du titulaire d'un marché par un autre opérateur économique constitue en principe une modification substantielle du contrat et ce transfert doit, par conséquent, faire l'objet d'une nouvelle mise en concurrence.

La cession d'un contrat au profit d'un nouveau titulaire est néanmoins admise dans les deux cas suivants :

- lorsqu'elle intervient en application d'une clause de réexamen ou d'une option univoque du contrat initial ;
- lorsqu'elle intervient à la suite d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché et ne vise pas à se soustraire à l'application de la présente directive.

5. Le montant des modifications envisagées est inférieur à certains seuils

En application des articles R2194-8 et R2194-9 du code de la commande publique 2019, la modification envisagée ne doit pas excéder 10% du montant s'il s'agit d'un marché de fournitures ou de services ou d'un contrat de concession et 15% s'agissant des marchés publics de travaux. En outre, les modifications envisagées ne doivent pas dépasser les seuils de passation des procédures formalisées.

Si ces deux conditions sont satisfaites, les parties peuvent conclure librement un avenant qui pourra ainsi porter sur tous leurs engagements : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

14.1 – PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires.

ARTICLE 15 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

15.1 – PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule indiquée dans le CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS :

- les pénalités de retard sont dues dès le 1^{er} euro ou CFP, quel que soit leur montant,
- les pénalités de retard ne sont pas limitées à 10%,
- les pénalités sont cumulables entre elles,
- il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard,

- les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constat de l'Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna.

ARTICLE 16 – NANTISSEMENT ET CESSION

En vue de l'application de la procédure de nantissement ou de cession sont désignés :

- Comptable public chargé du paiement : Monsieur le Directeur des finances publiques de Wallis et Futuna
- Personne habilitée à fournir les renseignements : Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Iles Wallis et Futuna.

ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le titulaire pourra céder une partie de son marché à un sous-traitant, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à **600€** ou **71.599 FCFP**.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Dans tous les cas, le titulaire reste personnellement responsable et garant de la bonne exécution des prestations, tant envers la personne publique contractante qu'envers les ouvriers et les tiers.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Si l'entrepreneur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant :
 - son chiffre d'affaires global et son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - ses moyens en personnel ;
 - ses moyens matériels (équipement technique, moyens informatiques et méthodologiques, dont le sous-traitant dispose pour la réalisation de prestations de même nature) ;
 - ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature des opérations, montants, part réellement exécutée par l'entreprise concernée, dates de réalisation des opérations et pouvoirs adjudicateurs), et/ou qualifications professionnelles

- Le relevé d'identité bancaire (RIB) du sous-traitant à payer directement,
- Une attestation de régularité fiscale,
- Une attestation de régularité sociale,
- Un extrait de K-BIS ou équivalent,
- Une attestation du Tribunal disposant que l'entreprise n'est ni en faillite, ni en liquidation judiciaire.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, la durée de la sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une délégation de paiement.

En référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire transmet à l'acheteur un document déclaratif indiquant :

- o Les dates de notification de chacun de ses actes de sous-traitance (formulaire DC4) signés par l'acheteur depuis le début du marché,
- o Les dates de début et de fin de chaque prestation sous-traitée,
- o La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- o Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du siège social du sous-traitant.

Le document demandé devra être transmis à l'acheteur dans un délai de 15 jours suivants sa demande.

En cas de retard dans la communication du document synthétique déclaratif exigé ci-dessus, ou de communication incomplète de celui-ci, il est appliqué une pénalité égale à **15 000 FCFP** par jour de retard pour la communication complète du document.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial du marché, diminué du montant non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les clauses du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 19 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTE »

Les informations recueillies dans le cadre de la réponse à la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à sélectionner l'(les) entreprise(s) mieux-disante(s), conserver les preuves de cette sélection et assurer la bonne exécution du contrat.

Les destinataires de ces données sont notamment les services administratifs communautaires, le cas échéant les services préfectoraux et la trésorerie en charge des paiements relatifs au contrat.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les entreprises disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. Elles peuvent dans ce cas accéder aux informations les concernant en s'adressant à la Cellule Marchés publics de l'Administration Supérieure des Iles Wallis et Futuna.

ARTICLE 20 – TRIBUNAL COMPETENT

20.1 – DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

20.2 – LITIGES ET CONTENTIEUX

Tout litige, ou contestation, lors du déroulement du marché, sera tranché par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG

Article CCAP	Article CCAG	Intitulé
6	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
9.2.1	13.1	Prise d'effet du délai d'exécution
15.1	14.1	Pénalités

Signature du candidat